



Déclaration de la FNEC-FP FO à la F3SCT du
26 novembre 2024

Madame la Directrice Académique, mesdames et messieurs les membres de la Formation Spécialisée de la Mayenne,

Depuis la rentrée, les annonces gouvernementales se sont multipliées, allant toutes dans le sens d'une aggravation des conditions de travail des personnels de l'Éducation Nationale. On citera en particulier :

- la suppression de 4000 postes d'enseignants dont 3155 pour le seul enseignement primaire au motif de la baisse démographique, alors que le gouvernement aurait pu profiter de celle-ci pour, au contraire, améliorer les conditions de travail et les conditions d'enseignement.
- la poursuite de la contre-réforme du "Choc des Savoirs"
- l'extension à tous les niveaux des évaluations nationales
- la mise en oeuvre de l'acte 2 de l'école inclusive

A ces mesures, se sont ajoutées des attaques inédites contre l'ensemble des fonctionnaires dont la plus marquante a été l'annonce de la mise en place de 3 jours de carence et d'un traitement abaissé à 90% lors de l'arrêt maladie, à compter du 4ème jour. On imagine facilement les conséquences pour la santé des agents, obligés financièrement d'aller travailler, même malades.

En ce qui concerne la situation en Mayenne, la rentrée a été une nouvelle fois marquée par le manque de moyens notamment le manque d'Aesh, le manque de place dans les établissements sociaux et médico-sociaux, le manque d'enseignants spécialisés qui font de l'inclusion systématique une source de souffrance tant pour les personnels que pour les enfants et leur famille. Comme vous le savez, Force Ouvrière a toujours été opposée au caractère systématique et dogmatique de l'inclusion.

Le ministre délégué M. Portier, lors d'une audience avec la FNEC-FP-FO, a reconnu lui-même que, je cite « le nombre de place dans les ESMS avait été limité artificiellement au nom de la promesse, ou plutôt du dogme, selon lequel tous les élèves pouvaient aller en école ordinaire. Une place en ESMS coûte 40 000 € par an tandis qu'une place en classe ordinaire ne coûte que 9 000 € par an. Il faut remettre des moyens sur le handicap car, malgré les bonnes volontés, trop d'élèves, de parents et de personnels en ressortent abîmés. » (fin de la citation)

Rappelons qu'en Mayenne, il manque 170 places en IME/ITEP, au moins 80 Aesh pour que les notifications de la MDA soient respectées et que nous sommes très loin d'avoir 1 Rased complet pour 600 élèves, ce qui nous semble un minimum.

Par ailleurs, dans le secondaire, les classes restent trop chargées dans beaucoup d'établissements, d'autres sont sans professeur. Il manque ainsi toujours deux postes de professeur de lettres au collège Jean Rostand de Château-Gontier, et au collège L'Oriette de Cossé-le-Vivien. La constitution d'un vivier de titulaires remplaçants permettrait de pallier le manque chronique de remplaçants dans la plupart des disciplines.

Pour conclure, et pour une vraie prévention des risques pour la santé et la sécurité des personnels, il est évident et urgent d'arrêter la valse de ces réformes destructrices. La FNEC-FP-FO 53 réaffirme donc à nouveau ses revendications :

- **L'abandon de toutes les contre-réformes qui cassent l'École Publique notamment le « Choc des Savoirs », le PACTE, les évaluations d'école, les lois Rilhac, et la réforme du lycée professionnel.**
- **L'augmentation indiciaire des salaires pour tous les personnels.**
- **L'augmentation de la valeur du point d'indice pour rattraper les pertes subies depuis 2000**
- **L'annulation de toutes les suppressions de postes et la création de postes statutaires à hauteur des besoins.**
- **L'abandon de l'acte 2 de l'école inclusive.**
- **La défense de l'enseignement spécialisé et adapté.**
- **Le respect de toutes les notifications de la MDA.**
- **Un vrai statut, un vrai salaire pour les AESH.**
- **L'arrêt du financement de l'enseignement privé avec l'argent public.**
- **L'abrogation de la réforme des retraites.**